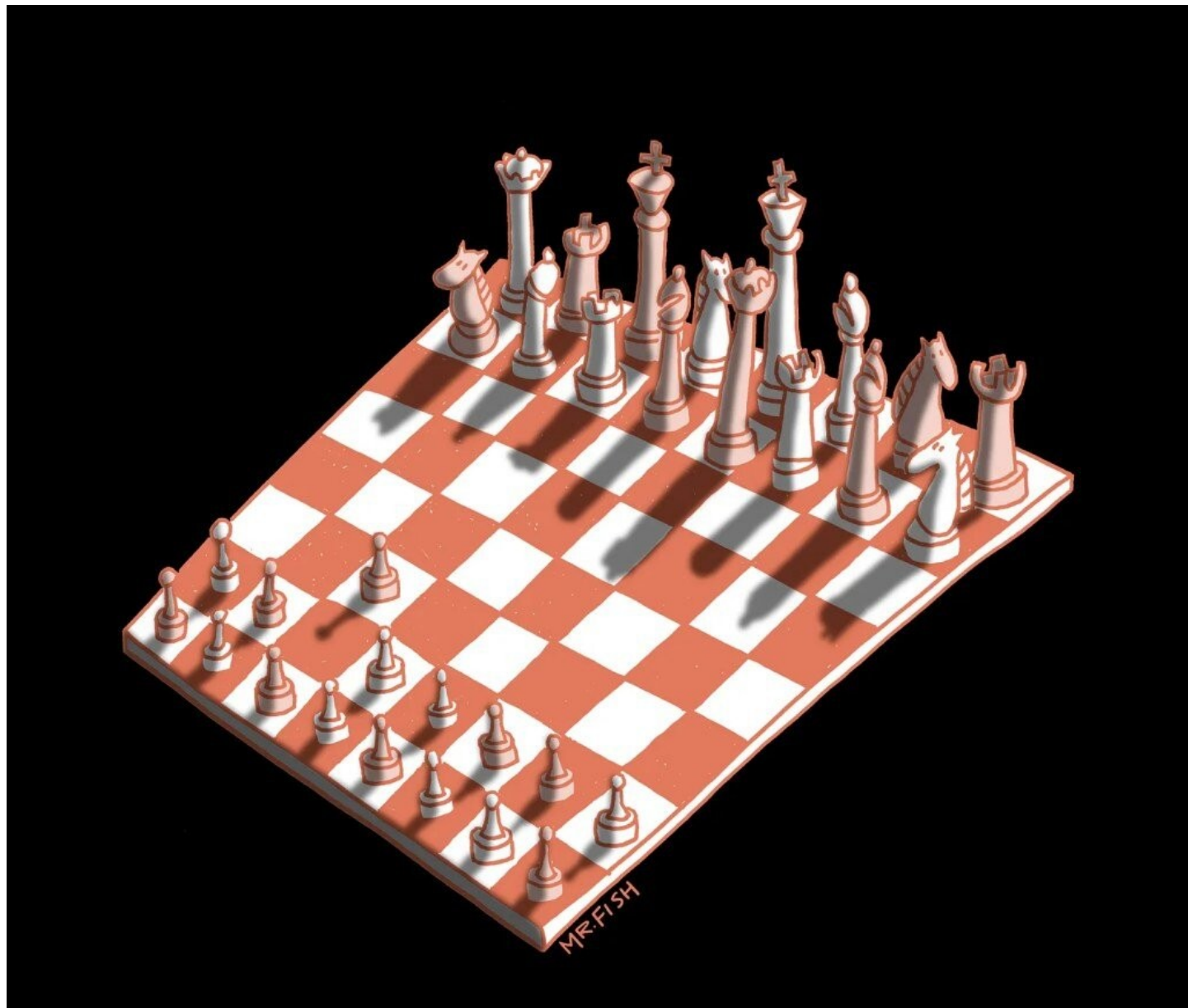


La Grève généralisée seule arme contre le capitalisme brutal 1ère partie

Le 5 avril 2023 par Chris Hedges / Exclusivité ScheerPost <https://scheerpost.com/2023/04/05/chris-hedges-reclaiming-our-country/>

Voici un discours délivré par Chris Hedges le 4 avril dernier à la Convention nationale indépendante à Austin, au Texas. Chris Hedges est journaliste. Lauréat du prix Pulitzer, il a été correspondant à l'étranger pendant 15 ans pour le *New York Times*, où il a occupé les postes de chef du bureau du Moyen-Orient et du bureau des Balkans. Il a auparavant travaillé à l'étranger pour le *Dallas Morning News*, le *Christian Science Monitor* et *National Public Radio*. Il est l'hôte de l'émission *The Chris Hedges report*.



Piece of Mind - by Mr. Fish

Nous sommes en train de vivre la guerre des classes la plus violente de l'histoire des États-Unis. Les inégalités sociales ont atteint (<https://inequality.org/great-divide/america-2018-more-gilded-america-1918/>) leur niveau le plus extrême depuis plus (<https://cepr.org/voxeu/columns/unequal-gains-american-growth-and-inequality-1700>) de 200 ans, surpassant (<https://uk.news.yahoo.com/super-richs-wealth-concentration-surpasses-gilded-age-levels-210802327.html>) la cupidité rapace qui prévalait à l'époque des barons voleurs.

Les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, ainsi que les médias et les universités, ont été confisqués par une minuscule clique (<https://inthesetimes.com/article/robert-reich-elon-musk-capitalism-inequality-wealth-tax>) de milliardaires et d'entreprises qui font voter des lois et des mesures législatives visant à consolider, à nos dépens, leur propre pouvoir et leur richesse scandaleuse. Nous sommes des victimes sacrificielles, que nous soyons de gauche ou de droite, impuissants devant cette incarnation moderne de l'idole biblique Moloch.

En 1928, les 1% les plus riches détenaient (<https://www.epi.org/publication/the-new-gilded-age-income-inequality-in-the-u-s-by-state-metropolitan-area-and-county/>) environ 24% du revenu national, un pourcentage qui n'a cessé de diminuer jusqu'en 1973. Au début des années 1970, l'assaut de l'oligarchie contre les travailleurs s'est accéléré en réponse à la montée des mouvements populaires de masse dans les années 1960.

La classe des milliardaires et les entreprises ont injecté des milliards dans les partis politiques, les universités, les groupes de réflexion et les médias. Les critiques du capitalisme ont eu du mal à trouver une tribune, y compris sur les chaînes publiques. Ceux qui reprenaient la mélodie jouée par les milliardaires étaient généreusement gratifiés de subventions, de contrats de publications de livres, de postes de professeurs permanents, de récompenses et sont devenus des porte-voix permanents dans la presse commerciale.

Les salaires ont stagné. L'inégalité des revenus a atteint (<https://www.epi.org/publication/as-union-membership-has-fallen-the-top-10-percent-have-been-getting-a-larger-share-of-income/>) des proportions monstrueuses. Les taux d'imposition des sociétés et des riches ont été réduits (<https://inequality.org/facts/taxes-inequality-in-united-states/>) jusqu'à aboutir à un quasi-boycott fiscal.

Aujourd'hui, les 10 % des personnes les plus riches des États-Unis possèdent près de 70% de la richesse totale du pays (<https://www.statista.com/chart/19635/wealth-distribution-percentiles-in-the-us/>). Les 1% les plus riches contrôlent 32% de la richesse (<https://alfred.stlouisfed.org/series?seid=WFRBST01134>). La moitié la plus pauvre de la population américaine détient 3% de l'ensemble des richesses du pays.

Ces oligarques au pouvoir nous tiennent en étau, et nous ne parlons même pas du monde naturel. Ils ont mobilisé les organes de sécurité de l'État, militarisé la police, construit le plus grand système carcéral au monde et dénaturé les tribunaux pour criminaliser la pauvreté.

Nous sommes la population la plus espionnée, la plus surveillée, la plus photographiée et la plus contrôlée de l'histoire de l'humanité, et j'ai couvert l'État de la Stasi en Allemagne de l'Est. Lorsque l'État-entreprise vous surveille 24 heures sur 24, vous ne pouvez pas utiliser le mot « liberté ». On est bien dans une relation de maître à esclave.

Les oligarques se sont offert des intellectuels et des artistes pour servir des intérêts commerciaux. Les mécanismes de la domination du monde des affaires sont mis en œuvre par les diplômés de l'enseignement supérieur, ceux qui se hissent au sommet de la hiérarchie universitaire - comme l'économiste Larry Summers qui a encouragé la déréglementation de Wall Street (<https://prospect.org/economy/falling-upward-larry-summers/>) du temps de Bill Clinton, ou le politologue Samuel Huntington qui a averti que des pays comme les États-Unis et le Royaume-Uni souffraient (https://web.archive.org/web/20120214031330/https://www.trilateral.org/download/doc/crisis_of_democracy.pdf) d'un « excès de démocratie » - ceux qui gèrent les sociétés financières et les superstructures des entreprises, ceux qui fournissent aux sociétés de relations publiques les jingles, la publicité, la propagande politique et commerciale, ceux qui, dans la presse, travaillent comme de véritables auxiliaires du pouvoir et ceux qui, dans l'industrie du divertissement, nous remplissent la tête de chimères.

L'un des plus grands paradoxes est que l'État-entreprise dépend des talents des personnes diplômées, des intellectuels et des artistes pour conserver le pouvoir, mais dès que l'un d'entre eux commence à penser de manière indépendante, il est réduit au silence.

Les attaques permanentes contre la culture, le journalisme, l'éducation, les arts et la pensée critique ont marginalisé ceux qui pour s'exprimer ont recours au registre de la lutte des classes, des Cassandre affolées que l'on considère comme un tant soit peu déséquilibrés et désespérément apocalyptiques. Ceux qui ont le courage de faire la lumière sur les rouages de la machine, comme Noam Chomsky, sont transformés en parias ou, comme Julian Assange, persécutés inlassablement.

La culture est essentielle à la démocratie. Elle est radicale et transformatrice. Elle exprime ce qui se trouve au plus profond de nous. Elle met des mots sur notre réalité. Elle donne un sens aux événements de notre vie. Elle nous permet de ressentir, de voir. Elle nous offre la possibilité de faire preuve d'empathie pour ceux qui sont différents ou opprimés. Elle met en lumière ce qu'il se passe autour de nous. Elle souligne l'importance du mystère.

«Le rôle essentiel de l'artiste est alors tout simplement d'éclairer les ténèbres, de frayer des chemins pour traverser la vaste forêt, écrit James Baldwin, afin que dans tout ce que nous faisons, nous ne perdions jamais de vue la finalité de l'artiste, qui est, après tout, de faire du monde un lieu de vie plus humain».

«Au bout du compte, l'artiste et le révolutionnaire se comportent comme ils le font et paient pour cela tout le prix qu'ils doivent acquitter parce que, l'un comme l'autre, ils sont habités par une vision et qu'ils ne se contentent pas de la suivre, mais se laissent plutôt guider par elle», écrit Baldwin.

Le postulat de départ de la culture de masse est que le capitalisme est le moteur incontournable du progrès humain, alors même que les capitalistes du monde entier ont rejeté (<https://ourworldindata.org/greenhouse-gas-emissions>) dans

l'atmosphère près de 37% d'émissions de gaz à effet de serre supplémentaires depuis la première convention sur le changement climatique en 1992.



Le 6 juin 2019, le PDG d'Amazon, Jeff Bezos, prend la parole lors de la convention Amazon à Las Vegas.

Lorsque quelqu'un parle de valeurs et de besoins, de systèmes moraux et de principes, défie la primauté du profit, surtout si l'on ne dispose que de quelques minutes dans une émission de télévision sur une chaîne du câble pour communiquer à bâtons rompus selon les habituels clichés qui tuent la pensée, alors le public déjà formaté n'y entend guère plus que du charabia.

Le capitalisme, comme le comprenait Karl Marx, est une force révolutionnaire. Il est endémiquement instable. Il exploite les êtres humains et les ressources naturelles jusqu'à l'épuisement ou l'effondrement. Telle est sa véritable essence. Mais ceux qui, dans la société, sont chargés de révéler cette réalité ont été soudoyés ou réduits au silence. La vérité ne découle pas de valeurs sociales ou d'une éthique qui serait extérieure à la culture d'entreprise.

Nos droits et nos besoins sociaux, familiaux et individuels, ainsi que notre capacité à nous y consacrer, nous sont volés. Il y a *leurs* faits et il y a *nos* faits. Les marchés, la croissance économique, l'augmentation des bénéfices des entreprises et les consolidations, l'austérité, l'innovation technologique, la désindustrialisation et la hausse des marchés boursiers sont *leurs* faits. La nécessité pour Janet Yellen d'orchestrer le chômage pour faire baisser l'inflation est, pour eux, un fait essentiel.

Nos faits à nous, les faits de ceux qui sont expulsés, vont en prison, sont au chômage, sont malades et cependant non couverts par une assurance, les 12 millions d'enfants qui se couchent le ventre vide ou qui vivent, comme près de 600000 Américains, dans la rue, ne font pas partie de l'équation.

Nos faits à nous n'ont aucun attrait pour les annonceurs. *Nos* faits à nous ne correspondent pas au monde de Disneyland que les médias et les annonceurs sont payés pour créer. *Nos* faits à nous sont un obstacle à l'augmentation des profits. On s'efforce de réaliser un rêve. On vit dans une illusion. Et l'illusion dont nous sommes nourris est qu'il n'y a jamais d'obstacle qui ne puisse être surmonté.

Que si nous creusons suffisamment en nous-mêmes, si nous trouvons notre force intérieure, si nous comprenons, comme nous le disent les gourous du développement personnel, que nous sommes vraiment exceptionnels, si nous croyons que Jésus peut faire des miracles, si nous nous concentrons sur le bonheur, nous pouvons avoir tout ce que

nous désirons. Et lorsque nous échouons, comme c'est le cas pour la plupart des gens dans les États-Unis de l'ère postindustrielle, à satisfaire ce rêve, alors on nous dit simplement que nous n'avons pas fait assez d'efforts.

Sigmund Freud a écrit que les sociétés, tout comme les individus, sont animées par deux instincts primaires. Le premier est la pulsion de vie - *Eros*, la quête de l'amour, du bien-être, de la protection et de la survie. Le second est la pulsion de mort - appelé *Thanatos* par les post-freudiens, elle est mue par la peur, la haine et la violence. Elle cherche à anéantir autrui, aussi bien que nous détruire nous-mêmes.

L'une de ces deux forces, écrit Freud, est toujours dominante. Les sociétés en déclin sont séduites par la pulsion de mort, comme l'observe Freud dans «*La civilisation et ses malheurs*», écrit à l'époque de la montée du fascisme en Europe et de la Seconde Guerre mondiale. La pulsion de mort perçoit la destruction comme une forme de création. La satisfaction de la pulsion de mort, écrit Freud, «s'accompagne d'un extraordinaire sentiment de plaisir narcissique, parce qu'elle permet à notre Moi de satisfaire ses éternels désirs de toute puissance».

Une population en proie au désespoir, à un sentiment de déclassement et d'impuissance, se laisse griser par une orgie de destruction, qui se transforme sans tarder en auto-destruction. Elle n'a aucun intérêt à faire prospérer un monde qui l'a trahie. Elle cherche à éradiquer ce monde et à le remplacer par un monde mythique. Elle se réfugie dans une auto-adulation nourrie d'illusions et d'amnésie du passé.

Le piège de l'illusion est qu'elle vous autorise à rester dans un état d'infantilisme. Lorsque le fossé se creuse entre l'illusion de ce que nous pensons être et la réalité des inégalités, de la violence, des saisies, des faillites causées par l'impossibilité de payer les factures médicales et, finalement, de l'effondrement de l'empire, que ce soit émotionnellement, psychologiquement et intellectuellement, nous ne sommes pas préparés à ce à quoi nous sommes confrontés.

Quand le loup frappe à la porte, quand notre maison est saisie, quand l'assurance chômage s'arrête, nous réagissons comme un enfant. Nous cherchons un démagogue ou un sauveur qui nous promet protection, renouveau moral, vengeance et nouvelle gloire.

Union membership and share of income going to the top 10%, 1917–2014

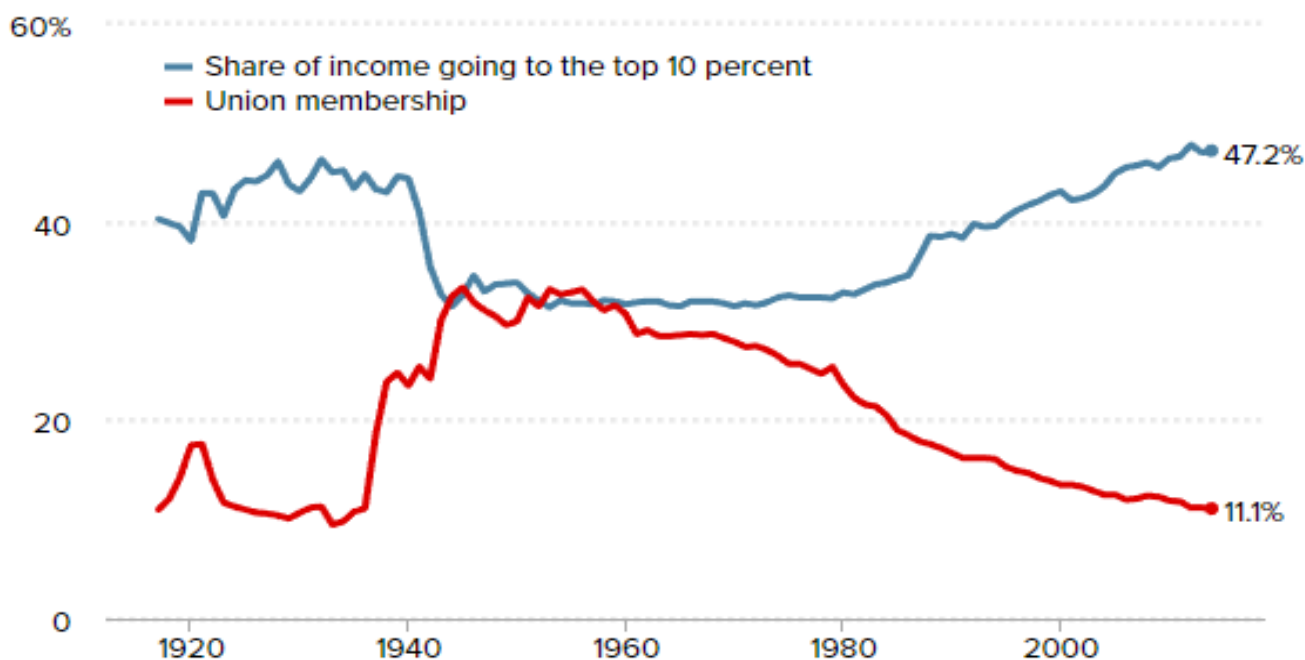


Chart Data

Source: Piketty and Saez (2014), Gordon (2013), and Bureau of Labor Statistics Current Population Survey public data series

Economic Policy Institute

Pourcentage d'affiliation syndicale (en rouge) et part des revenus nationaux (en bleu) revenant aux 10 % les plus riches, 1917-2014

Tel est le monde pervers que nos maîtres, dirigeants d'entreprise ont créé. C'est ce monde là que nous devons affronter et démanteler. Il nous faut opposer le pouvoir au pouvoir. Il nous faut dissiper les illusions utilisées pour nous priver de notre pouvoir, adhérer à des valeurs qui soient fondées sur le caractère sacré de la vie plutôt que sur le fait de faire du profit.

Elle exige que nous dépassions les clivages culturels et politiques que la classe dirigeante a érigés et que nous construisions de nouvelles coalitions politiques et sociales. Les discours sur le respect de la diversité sont devenus des gadgets publicitaires, des produits de marque.

Barack Obama n'a rien fait pour réduire les inégalités sociales et la folie impériale. Les questions identitaires et de diversité mobilisent les libéraux et les personnes diplômées dans un militantisme de boutique au détriment de la lutte contre les injustices systémiques ou le fléau de la guerre permanente.

Les nantis reprochent aux démunis leurs mauvaises manières, leur racisme, le manque de raffinement et le caractère criard de leur langage, tout en ignorant les causes profondes de la détresse économique ou du désespoir suicidaire qui s'empare d'une grande partie du pays.

La vie des Amérindiens s'est-elle améliorée grâce à la législation imposant leur assimilation et la révocation des titres fonciers tribaux imposée par Charles Curtis, le premier vice-président amérindien? Sommes-nous mieux lotis avec Clarence Thomas, qui s'oppose à la discrimination positive, à la Cour suprême? Ou Victoria Nuland, faucon de guerre, au département d'État?

Notre volonté de poursuivre une guerre permanente est-elle plus acceptable parce que Lloyd Austin, un Afro-Américain, est secrétaire d'État à la défense? L'armée est-elle plus humaniste parce qu'elle accueille les soldats transgenres? Les inégalités sociales et l'État de surveillance qui les gère sont-ils améliorés parce que Sundar Pichai, né en Inde, est le PDG de Google et d'Alphabet?

L'industrie de l'armement s'est-elle bonifiée parce que Kathy J. Warden, une femme, est PDG de Northrop Grumman? Et qu'une autre femme, Phebe Novakovic, est PDG de General Dynamics? Les familles de travailleurs sont-elles mieux loties avec Janet Yellen qui, en tant que secrétaire d'État au Trésor, prône l'augmentation du chômage et de la «précarité de l'emploi» pour faire diminuer l'inflation? L'industrie cinématographique se porte-t-elle mieux lorsqu'une réalisatrice, Kathryn Bigelow, réalise «Zero Dark Thirty», un film de propagande pour la CIA?

Dans son dernier livre «*Achieving Our Country*», Richard Rorty a décrit ce vers quoi nous allons. [Achieving Our Country: Leftist Thought in Twentieth-Century America est un livre de 1998 du philosophe américain Richard Rorty, dans lequel l'auteur fait la distinction entre ce qu'il considère comme les deux côtés de la gauche, une gauche culturelle et une gauche réformiste, NdT]

Il écrit : «Les membres des syndicats et les travailleurs non qualifiés non syndiqués se rendront compte tôt ou tard que leur gouvernement n'essaie même pas d'empêcher les salaires de baisser ou d'empêcher la délocalisation des emplois. Dans le même temps, ils se rendront aussi compte que les cols blancs des banlieues - eux-mêmes désespérément effrayés par les réductions d'effectifs - n'accepteront pas de payer des impôts pour que d'autres bénéficient d'avantages sociaux.»

«À ce moment-là, tout va s'écrouler. L'électorat non suburbain décidera que le système a échoué et commencera à chercher un homme fort pour lequel voter - quelqu'un prêt à leur assurer qu'une fois élu, les bureaucrates arrogants, les avocats retors, les négociants en obligations trop bien payés et les professeurs postmodernistes ne mèneront plus la danse. Un scénario semblable à celui du roman de Sinclair Lewis «*Impossible ici*» pourrait alors se dérouler.»

« En effet, lorsqu'un homme fort prend le pouvoir, personne ne peut prédire ce qui va se passer. En 1932, la plupart des anticipations quant à ce qui se passerait si Hindenburg nommait Hitler chancelier étaient follement optimistes. Par contre, une des choses qui risque fort de se produire, c'est que les progrès réalisés au cours des quarante dernières années par les Américains noirs et de couleur, ainsi que par les homosexuels, seront balayés.»

« Les blagues méprisantes vis à vis des femmes reviendront à la mode. Les vieilles insultes racistes seront de nouveau habituelles sur les lieux de travail. Le sadisme que la Gauche universitaire s'est évertuée à rendre inacceptable aux yeux de ses étudiants reviendra en force. Tout le ressentiment éprouvé par les Américains peu instruits, qui se voient dicter leurs façons d'être par des diplômés de l'enseignement supérieur, trouvera un exutoire.»

La population a été cloisonnée en tribus rivales. Le modèle économique des médias, qu'il s'agisse de *Fox News* ou de *MSNBC*, consiste à alimenter ces tribus antagonistes. Non seulement ces groupes de population concurrents se nourrissent de ce qu'ils veulent entendre, mais la tribu adverse est diabolisée, avec une rhétorique enflammée qui élargit les clivages au sein de la population. Ce qui ravit les oligarques.

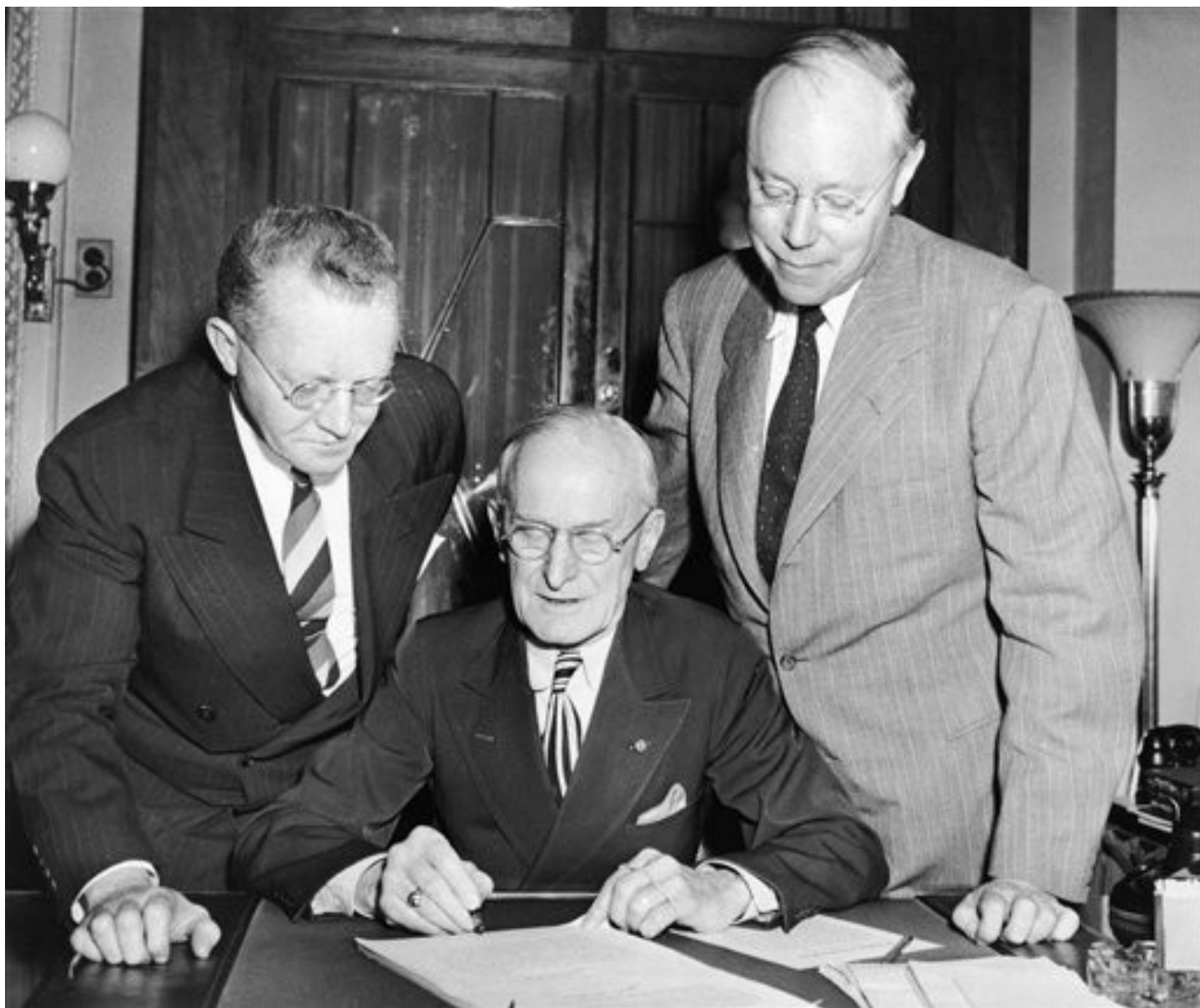
Si nous voulons reprendre le pouvoir des mains des entreprises et de la classe des milliardaires qui ont mené ce coup

d'État à bas bruit, et ainsi empêcher la montée du néofascisme, nous devons construire une coalition gauche-droite libérée de l'absolutisme moral des zéloteurs de la guerre. Nous devons nous organiser pour utiliser la seule arme que possèdent les travailleurs et qui peut paralyser et détruire le pouvoir économique et politique de la classe des milliardaires. La grève.

Les oligarques se sont employés depuis des décennies à abolir ou à asservir les syndicats, faisant des quelques syndicats qui subsistent des partenaires mineurs serviles du système capitaliste. Seuls 10,1 % des travailleurs sont syndiqués (<https://www.bls.gov/news.release/union2.nr0.htm>).

En janvier 2022, le taux de syndicalisation dans le secteur privé était à son plus bas niveau depuis l'adoption de la loi sur les relations de travail (National Labor Relations Act) de 1935. Pourtant, 71% des travailleurs américains déclarent qu'ils aimeraient faire partie d'un syndicat, soit le taux le plus élevé depuis près de 60 ans, contre 48% en 2009, selon un sondage Gallup réalisé l'été dernier (<https://news.gallup.com/poll/398303/approval-labor-unions-highest-point-1965.aspx>).

Une succession de lois anti-ouvrières, dont la loi Taft-Hartley (<https://www.britannica.com/topic/Taft-Hartley-Act>) de 1947 et les lois dites «Right-to-Work» (<https://files.epi.org/2012/RTW-101.pdf>), qui interdisent les activités syndicales (<https://www.workplacefairness.org/unions-right-to-work-laws#:~:text=union%20shops>), ont été conçues pour affaiblir le pouvoir de négociation des travailleurs et entraver le droit de grève.



Carl Loeffler, au centre, secrétaire du Sénat, certifie l'adoption par le Sénat du projet de loi Taft-Hartley sur la lutte contre les syndicats, le 23 juin 1947, à Washington, D.C. Les co-auteurs du projet sont le représentant Fred Hartley, R-N.J., à gauche, et le sénateur Robert Taft, R-Ohio. (Photo AP, utilisée avec l'autorisation de The Associated Press.)

Lorsque la loi Taft-Hartley a été adoptée (<https://www.ueunion.org/ue-news-feature/2022/seventy-five-years-later-toll-of-taft-hartley-weighs-heavily-on-labor>), environ un tiers de la main-d'œuvre était syndiquée, avec un pic de 34,8% en 1954

(<https://www.ueunion.org/ue-news-feature/2022/seventy-five-years-later-toll-of-taft-harley-weighs-heavily-on-labor>). La loi constitue une attaque frontale contre les syndicats.

Elle interdit (<https://www.mtsu.edu/first-amendment/article/1050/taft-hartley-act-of-1947>) les grèves juridictionnelles [La grève juridictionnelle est une grève des travailleurs résultant d'un conflit entre les membres de différents syndicats au sujet des affectations de travail, NdT], les grèves sauvages, les grèves par solidarité ou les grèves politiques, ainsi que les boycotts indirects, par lesquels les syndicats font grève contre les employeurs qui continuent à faire des affaires avec une entreprise qui fait l'objet d'une grève.

Elle interdit les piquets de grève dérivés ou sur site commun (<https://www.merriam-webster.com/dictionary/common%20sites%20picketing>) et la fermeture des ateliers. Cette loi autorise les entreprises à contraindre leurs employés à assister à des réunions de propagande antisyndicale, comme le fait Amazon avec ses travailleurs.

Le gouvernement fédéral est habilité à obtenir des injonctions pour briser les grèves et imposer un accord aux travailleurs si une grève imminente ou en cours met en péril «le bien-être national ou sa sécurité», c'est ce qu'a fait l'administration Biden dans le cas des travailleurs du fret ferroviaire. Aux États-Unis, le droit de grève est quasiment nul.

(à suivre)